

Remplir complètement ce Bon,
le découper et le conserver
jusqu'à nouvel ordre.

QUEL LIVRE SE RAPORTE LE DESSIN N° 24 ?

Titre du Livre.

Nom de l'Auteur.

Nom du Concurrent.

Adresse.

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 2.989. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. 02-73 — 02-75 — 15-00.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

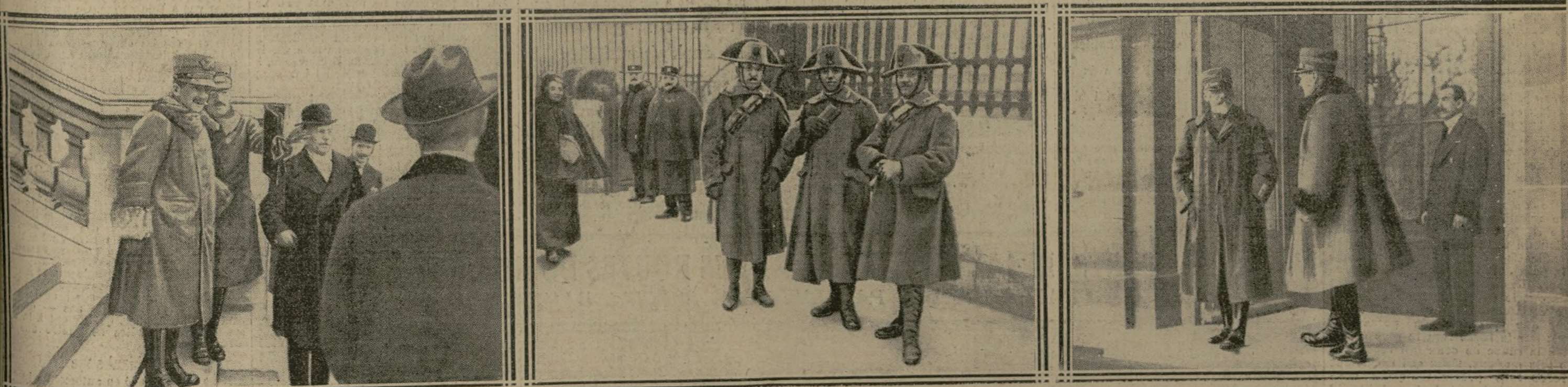
Adresse télégr. : Excelsior-Paris.

SAMEDI
25
JANVIER
1919La principale cause de
nos erreurs, c'est que
nos jugements s'étend-
ent à plus de choses
que la vue claire de
notre esprit.

A PARIS : GREVE DU MÉTRO, GREVE DE TRAMWAYS, GREVE D'AUTOBUS

GENDARMES ET "CIPAUX" REMPLACENT LES EMPLOYÉS OU LES GARDENT : 1^o "VOS NUMÉROS ?". — 2^o LE CORDON. — 3^o "COMPLET". — 4^o LE "CIPAL" ET LE WATTMANLA GARDE QUI VEILLE AUX BARRIÈRES DU MÉTRO. — OU LE PUBLIC SE CASSE LE NEZ. — LES TAPISSIÈRES ONT REPARU DE LA MADELEINE A LA BASTILLE
Hier les Parisiens qui, aux heures matinales, se rendaient à leurs affaires, la plupart pressés et quelques-uns en retard, n'ont pas éprouvé un mince désappointement en trouvant fermées les grilles des métros, désertes les voies des tramways, et absents ou presque les populaires autobus. Il y avait grève, grève des transports en commun. Une dizaine de Madeleine-Bastille, quelques autres autobus et de très rares tramways circulaient sous la garde de gendarmes bleu-horizon et de plus sombres municipaux. Mais quelle foule!... Alors?... Alors, que voulez-vous : on a pris le train 11. Et puis, il faisait si beau...

DES CARABINIERS ITALIENS ONT FAIT HIER LA POLICE AU QUAI D'ORSAY

LA SORTIE DU GÉNÉRAL DIAZ. — SURETÉ DE L'ÉTAT DANS LA GUERRE : SURETÉ DES HOMMES D'ÉTAT DANS LA PAIX. — LA SORTIE DU G^l DI ROBILANTLE GÉNÉRAL WILSON ET M. WINSTON CHURCHILL QUITTENT LA CONFÉRENCE
Hier, trois séances au ministère des Affaires étrangères. De dix heures et demie à midi : réunion du Conseil suprême de guerre, avec les généralissimes alliés. Fait pittoresque : les généraux Diaz et di Robilant assistant à la réunion, des carabinieri avaient été adjoints à nos gardiens de la paix, aux abords des grillesDÉLÉGUÉS DES DOMINIONS : SIR JOHN COOK (Australie) ET SIR J. WARD (Nouvelle-Zélande)
du ministère. De midi et demi à midi trois quarts : Conseil des représentants des cinq grandes puissances. L'après-midi, à trois heures, nouvelle assemblée des mêmes représentants. Il a été décidé que toutes les troupes de tous les pays ayant pris part à la guerre porteront une médaille et un ruban identiques.

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE GUERRE EXAMINE LA QUESTION DES EFFECTIFS A MAINTENIR SUR NOTRE FRONT

La Conférence privée des Alliés adresse un avertissement aux peuples qui usent de la force pour prendre possession des territoires qu'ils revendiquent. L'après-midi, elle s'occupe des colonies allemandes.

Officiel, 24 janvier, 13 heures. — Le Conseil supérieur de guerre s'est réuni ce matin, de 10 h. 30 à midi 30. Y assistaient : le président des Etats-Unis d'Amérique, les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de l'Empire britannique, de la France et de l'Italie, ainsi que le ministre de la Guerre britannique, le ministre français de l'Armement et les représentants du gouvernement japonais. Le maréchal Foch, accompagné du général Weygand, le maréchal Haig, le général Pershing, le général Diaz, le général Wilson, le général Macdonogh et les représen-

La discussion a d'abord porté sur les conditions d'envoi de la mission des grandes puissances alliées et associées en Pologne. Il a été décidé que M. Pichon préparerait un projet d'instruction pour la mission ; ce projet sera soumis à l'agrément des représentants des puissances.

On a décidé qu'un représentant de la presse de chacune des grandes puissances serait autorisé à se rendre en même temps en Pologne, dans un but d'information générale.

La réunion a ensuite abordé l'examen des questions territoriales liées à la conquête des colonies allemandes.

Elle a entendu sir Robert Borden, premier ministre du Canada ; M. Hughes, premier ministre d'Australie ; le général Smuts, représentant le général Botha, premier ministre de l'Afrique du Sud, et M. Massey, premier ministre de la Nouvelle-Zélande.

Ces délégués ont exposé les intérêts respectifs des Dominions dans ces questions.

La prochaine séance des ministres alliés aura lieu lundi matin, à 10 h. 30.

La Conférence de la paix se réunira en séance plénière demain samedi, à 3 heures de l'après-midi, au ministère des Affaires étrangères.

EN MARGE DES COMMUNIQUÉS

Le Conseil supérieur de la guerre s'est occupé, hier, de l'une des questions que nous avions signalées comme devant faire nécessairement l'objet des préoccupations des autorités militaires de l'Entente. L'occupation de la rive gauche du Rhin, qui est appelée à se prolonger, pose aux Alliés une question d'effectifs qui est liée à celle de la démobilisation. Cette double question doit être traitée en commun, afin qu'une juste proportionnalité des charges soit établie. C'est à qui travaillera la commission nouvelle qui a été instituée et qui comprendra, outre le maréchal Foch, un représentant de la France, un de l'Angleterre, un des Etats-Unis et un de l'Italie.

Nous avons dit aussi que les agitations et les conflits des nationalités de l'Europe centrale et orientale ne pourraient manquer d'attirer l'attention des puissances. Leur comité ordinaire s'est, en effet, occupé de cette question.

Il a adressé un avertissement solennel aux peuples qui, sans attendre les décisions de la Conférence, voudraient créer des faits accomplis en faveur de leurs revendications nationales. Ces peuples sont nombreux, et leurs contestations sont confuses autant que violentes. Polonais et Tchéco-Slovaques sont en désaccord au sujet de leurs frontières en Silésie ; Ruthènes et Polonais, au sujet de la Galicie et de Lemberg ; Roumains et Serbo-Croates, au sujet de la Bukovine ; Roumains et Serbo-Croates, au sujet du Banat. Quant aux Serbo-Croates, on sait qu'ils ne s'entendent pas avec les Italiens au sujet de la Dalmatie et même de l'Istrie. Il se peut même que nous en ayons oublié dans cette liste. Car il y a encore les Allemands de Bohême et les Sudètes, et les Hongrois, et les Lithuaniens, et les Estonniens, etc., etc.

Ces peuples écouteront-ils la voix de la raison ? Les entretiens de l'après-midi ont porté sur des sujets divers. Les questions territoriales qui avaient été abordées la veille se sont présentées au programme, mais sous la forme particulière du sort des colonies allemandes.

Aujourd'hui, séance plénière (et publique pour la presse). On nommera les commissions déjà prévues, et on s'occupera de la Société des nations.

Officiel, 24 janvier (18 heures). — Après la réunion du Conseil supérieur de guerre, le président des Etats-Unis, les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères de l'Empire britannique, de la France et de l'Italie, ainsi que les représentants du gouvernement japonais, ont tenu une courte séance, et ont approuvé la publication et la transmission radiotélégraphique de la déclaration suivante :

Les gouvernements actuellement réunis en conférence, dans le but d'établir une paix durable entre les nations, sont très émus des nouvelles qui leur parviennent de différentes parties de l'Europe et de l'Orient : d'une manière répétée, il a été fait usage de la force pour prendre possession de territoires sur la légitime revendication desquels la Conférence de la paix doit être appelée à se prononcer. Les gouvernements pensent qu'ils ont le devoir de faire entendre un avertissement solennel et de déclarer que tout état de possession acquis par la force fera le plus grand tort à la cause de ceux qui recourent à de tels moyens. Ceux qui emploient la force font présumer qu'ils doutent de la justice et de la validité de leurs revendications, qu'ils se proposent de substituer la possession à la preuve de leur droit, et de fonder leur souveraineté sur la violence, plutôt que sur les affinités de nationalité ou de race et sur les liens naturels créés par l'histoire. Par là ils jettent une ombre sur tous les titres qu'ils possèdent sur la justice et de la validité de la Conférence elle-même. Il ne peut en sortir que les résultats les plus malheureux. S'ils veulent de la justice, il faut qu'ils renoncent à l'usage de la force, et remettent leurs revendications, d'une manière qui ne laisse aucun doute sur leur bonne foi, entre les mains de la Conférence de la paix.

Officiel, 24 janvier (20 heures). — Le président des Etats-Unis d'Amérique, les premiers ministres et ministres des Affaires étrangères d'Amérique, de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie, et les représentants du Japon se sont réunis au Quai d'Orsay, cet après-midi, de 3 heures à 5 heures 30.

LA CRISE DES TRANSPORTS... EN COMMUN

Paris sans Métro ni Tramways

Après six mois de pourparlers entre le personnel et les Compagnies, la grève a éclaté hier, mais elle est des plus calmes.

Paris avait, hier, par son animation, sa physionomie des jours de fête, de grande fête même, car, depuis les journées de l'armistice et des réceptions souveraines, jamais on ne vit, sur les boulevards, circulation plus dense. Les rois du jour furent les chauffeurs. On les entourait, moins pour les acclamer que pour les solliciter, et leurs services, ici et là, furent mis aux enchères. Quelques-uns, dès le matin, avaient adopté un procédé assez ingénieux pour faciliter les tractations : ils simulaient la panne et la réparation.

— Chauffeur, êtes-vous libre ?

— Vous voyez bien que non.

— Dans combien de temps comptez-vous pouvoir repartir ?

— Cela dépend.

— De quoi ?

— Du prix qu'on veut y mettre.

Nombreux sont les Parisiens qui se décident à payer cher de petites courses, et, pour les autres, on ne peut pas aller à pied d'aucun à l'Opéra et de la gare de l'Est au Panthéon.

Les scènes curieuses, les incidents pittoresques furent nombreux. Des gens qui ne se connaissent pas s'arrangeaient pour prendre la même voiture. Quelques grandes personnes, imitant les écoliers, montaient à l'arrière sur les ressorts et se rapprochaient ainsi gratuitement de leur but. Les tramways, circulant avec les contrôleurs descendus au grade de receveurs, subissaient des assauts homériques et des surcharges dangereuses. D'ailleurs, plus de nombreux d'ordre, plus d'appel, et par conséquent la colère.

Aux stations du Métropolitain veillait la force armée et casquée. « Descendez interdite. — On ne passe pas ». Et les soldats qui ont vu la guerre faisaient observer leur consigne avec une ironique conviction. On les ravitailla avec des cuisines ambulantes, véhicules qui furent très entourés encore qu'inutilisables pour le public.

Sur la ligne Vincennes-Maillot, où le passage des trains demeurait libre, des fonctionnaires se montraient fatigués de répéter pour la millième fois les mêmes indications : « Non, le Nord-Sud ne marche pas... Non, vous n'aurez pas votre correspondance à la Concorde... Lisez les affiches ! »

Grève des plus calmes d'ailleurs, mais, en dépit de la sagesse générale, il s'ensuivit, néanmoins, dans la matinée surtout, quelques perturbations dans la vie de tous les jours. Les grands magasins, par exemple, virent tout d'abord très peu de clients, puis, chacun ayant fait contre fortune bon cœur, le public, dès l'après-midi, afflua peu à peu, et même au prix d'une séance de footing forcé, par un froid noir, maintes élégantes ne voulurent point manquer telle exposition de blanc renommée.

L'historique du conflit

Dans les tramways et les omnibus, les revendications étaient les suivantes :

Pour le personnel ouvrier : établissement d'un barème de salaires ; pour le personnel employé, allocation d'une prime de 60 francs par mois pour 24 jours de travail, sans préjudice des indemnités acquises ; pour les uns et les autres, enfin, transformation du système des retraites, lesquelles seraient équivalentes à celles des travailleurs municipaux, et institution, durant la période d'attente, d'une prime de 2 fr. 50 par jour aux pensionnés.

La Compagnie des omnibus proposait :

De mettre à l'étude la question du réajustement des salaires ; de substituer à la prime mensuelle de 60 francs une sorte de prime au travail consistant, pour le personnel fixe comme pour le personnel roulant, en un prélèvement de 2 0/0 sur les recettes ; et, en ce qui concerne le retraité, une majoration de 50 0/0 sur le taux actuel.

Dans le Métro et le Nord-Sud, le personnel présentait le programme de réclamations que voici :

Stabilité de l'emploi : Journée de huit heures à la démobilisation ; augmentation de salaire de 2 francs à partir du 1^{er} janvier 1919 ; congé annuel de vingt et un jours ; retraite minimum de 2.000 francs après vingt ans de service ; indemnité de congédiement au personnel temporaire égale à celle que paye la Ville de Paris ; rappel de l'indemnité de chômage de 3 francs par jour, payée par journée de salaires, du 15 octobre 1917 au 1^{er} juillet 1918, et non par

journée de travail ; prime mensuelle de 150 francs à partir du 1^{er} juillet aux jeunes gens au-dessus de dix-huit ans, au lieu de 3 francs par journée de travail.

A quoi la Compagnie du Métropolitain répondait en offrant :

1^o D'étudier avec les délégués du personnel un nouveau régime de retraites ;

2^o De bonifier, en attendant, la pension de tout employé ou ouvrier retraité, à partir du 1^{er} janvier 1919, et comptant au moins dix années de service, par l'adjonction, sa vie durant, d'une somme annuelle de 700 francs à la rente que doit lui servir la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

En outre, la Compagnie s'engageait, aussitôt les tarifs relevés, à verser 10 0/0 de sa part dans la recette brute supplémentaire à une caisse auxiliaire de retraites, instituée provisoirement, et qui payerait, durant la période précédant l'adoption d'un régime définitif, les sommes destinées à atteindre les nouveaux chiffres fixés des rentes à servir. Les délégués du personnel participeraient à la gestion de cette caisse.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, au cours d'une réunion tenue à la C. G. T., rue Grange-aux-Belles, M. Jaccoud, secrétaire des transports, mettait le personnel des omnibus et tramways au courant des négociations qui s'étaient poursuivies depuis le mois d'août de l'année dernière et, d'accord avec M. Guinchard, de la Fédération des transports, il insistait auprès de l'assemblée sur la nécessité d'obtenir satisfaction avant le relèvement des tarifs. L'ordre du jour suivant était alors voté :

Les employés des tramways et omnibus, considérant que les offres faites par les Compagnies sont absolument insuffisantes et de plus illusives, affirment leur volonté de vaincre triomphalement leurs revendications et décident la cessation du travail à partir de ce matin.

Les ouvriers et employés du Métropolitain et du Nord-Sud, réunis à la Bourse du travail, étaient aussitôt avisés de cette décision et, à quatre heures du matin, votèrent également la grève par 402 voix contre une.

Au sous-secrétariat des Transports

Dans la matinée, M. Cels, sous-secrétaire d'Etat aux Transports, s'est entretenu du conflit avec les représentants des Compagnies. Il a successivement reçu au ministère de l'Intérieur :

MM. Mariage (Cie générale des omnibus), Berthelot et Sagnet (Métropolitain), Simon (Nord-Sud), de Guérolle (Tramways de Paris et du département de la Seine), Malige (Tramways du Bois de Boulogne), — celle ligne n'est d'ailleurs pas en grève, — Maréchal (Cie des tramways de la rive gauche), Bouton (Cie de l'Est-Parisien), Sistermans (Cie générale parisienne des tramways), Barbet (Cie des tramways nogentais), Vieillard (Cie Paris-Arpaçon).

Reprise partielle du trafic

Dans le courant de l'après-midi la circulation avait repris, dans la proportion de : un cinquième pour les tramways de la Compagnie du Nord ; deux cinquièmes pour les tramways de la Compagnie du Sud ; trois quarts pour les Tramways nogentais, un tiers pour les Omnibus.

Les directions des Compagnies sont généralement optimistes. On s'accorde à penser que la grève sera de courte durée et qu'aujourd'hui, ou demain, au plus tard, tout sera rentré dans l'ordre. On se montre d'ailleurs disposé à examiner avec la plus grande bienveillance les revendications présentées par les employés.

Les employés sursitaires

Dans l'après-midi d'hier, à 16 heures, le ministre des Travaux publics faisait afficher, dans les bureaux de toutes les Compagnies, une circulaire rappelant en substance aux agents des transports en commun qu'ils bénéficient d'un sursis d'appel qu'ils sont toujours militaires et que, s'ils cessaient leur service sans autorisation, ils se rendraient coupables d'abandon de poste. En conséquence, les agents sursitaires qui n'auraient pas repris le travail demain matin, 25 janvier, au plus tard, seraient remis à l'autorité militaire.

LES DIFFICULTÉS DU RAVITAILLEMENT DANS LA RÉGION DE LILLE A MAUBEUGE SONT PRESQUE INSURMONTABLES

Les stocks de marchandises existent et sont même nombreux, mais comment les répartir, étant donné que les voies ferrées et les ponts ont été détruits et que les routes sont impraticables ?

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

LILLE, 24 janvier. — Notre enquête a été facilitée par une personnalité lilloise qui s'est toujours activement préoccupée de la subsistance des civils pendant l'occupation et dont le mérite actuel n'a pas cessé d'être très grand.

— Voulez-vous voir, nous dit M. Langlois, ce qui gêne notre ravitaillement ? Vous savez combien la région était riche en canaux. Les trois quarts du trafic se faisaient par la voie fluviale.

Quelques minutes après nous étions devant le canal de la Deule, sur le quai du Wault.

— Voilà l'ancienne gare d'eau. Le charbon, provenant des mines des environs et de la Belgique, nous arrivait par chaland et, pendant l'occupation, la plupart des vivres qui nous étaient destinés suivaient le même chemin. Les Allemands, dans la nuit du 16 octobre, ont fait sauter les écluses et les ponts — celui-ci est le pont de la Barre — après s'être retirés. Ils ont ainsi ruiné la possibilité que nous avions de recevoir par là nos marchandises, et nous sommes obligés, maintenant, de les faire circuler sur des voies ferrées, elles-mêmes très endommagées, et de les charger ensuite sur des camions.

Nous voyons l'écuse de la Citadelle, également détruite.

— Voici notre batterie embouteillée près des docks Vauhan. Ces huit unités sont les seules que les Allemands n'aient pas coulées, une convention ayant toujours protégé ce qui était exclusivement réservé au ravitaillement civil. Ces bateaux ont une capacité de 280 tonnes en moyenne. Il nous faut remplacer chacun d'eux par vingt wagons, mais la compagnie du chemin de fer réclame son matériel et, pour le récupérer le moins longtemps possible, il nous faut entreposer les marchandises dans ces chandails. Une voie ferrée circulaire desservait ces docks. Vous voyez dans quel état ils l'ont mise : ils ont fait sauter les tunnels et tronçonné les rails tous les dix mètres. De plus, par la destruction des installations électriques, ils ont immobilisé les treuils et les grues. Au total, il nous faut faire six kilomètres pour accéder aux docks. Les transbordements et les manutentions sont extrêmement pénibles, et c'est une perte de temps dont tout le monde souffre. Nous allons maintenant visiter les magasins des subsistances militaires qui ont été mis à notre disposition mais qui nous sont instantanément réclamés.

Sur les quais de déchargement

Sur place, nous revoyons les mêmes difficultés, les mêmes preuves de destruction systématique. Les Allemands ont démolé ici encore les appareils de levage. On ne peut plus se servir de treuils pour entreposer dans les étagères. On emploie des prisonniers de guerre pour manutentionner les vivres et les monter par les escaliers, mais les P. G. travaillent lentement, et leur surveillance nécessite 15 pour cent de leur nombre en personnel français.

Douze quais de déchargement permettent de traiter à la fois douze camions, mais il n'y a pas assez de voitures pour recevoir et distribuer. Il en résulte que les magasins sont pleins de haut en bas. Ces sacs contiennent de la farine, du riz, de petits raisins secs ; ces caisses contiennent des sardines, des conserves de bœuf, etc. Voici du sucre qui vient du Comité américain, des confitures qui arrivent de Hollande, des légumes secs, du lait condensé, etc. En un mot, les provisions ne manquent pas. Le comité pourrait livrer au commerce particulier, et il a ouvert en ville deux magasins réguliers qui vendent les denrées fournies par lui. Ici, le sucre vendu par le comité vaut 1 fr. 20 le kilo. Il est vendu, à Lille, 17 francs. Le café coûte ici 4 francs ; en ville, on l'affiche 15 francs.

Ces marchandises, qui venaient auparavant par la gare de Saint-Sauveur, il faut aller les chercher à La Madeleine : douze kilomètres aller et retour. Nous avons fait le trajet : là, encore, l'ennemi s'est montré impitoyable.

La destruction du pont obligeait les voitures à faire un détour de plus de deux kilomètres. On a créé une voie nouvelle en rétablissant la route de l'ancien passage à niveau, mais, à chaque passage de train,

c'est l'embouteillage et le stationnement forcé. Les camions sont bloqués souvent pendant une heure.

A la gare de La Madeleine

Cette gare de La Madeleine est visible, ment encombrée, et le trafic, d'une activité chaque jour plus grande, s'efforce de faire face à la fois aux exigences du ravitaillement militaire, du ravitaillement civil officiel et du ravitaillement civil privé. Chacun met son amour-propre à obtenir la meilleure part. Une cause considérable de gêne provient encore de ce fait que les halles, en partie vitrées, ont beaucoup souffert et que toutes les parties exposées aux intempéries sont inutilisables.

— Ce qu'il convient de retenir, résume

notre guide, c'est l'inconvénient d'un arri-

rage intensif par fer. Même en temps ordi-

naire, si la circulation sur les canaux n'était plus possible, il en résulterait pour les différentes gares de Lille un engorge-

ment sans remède immédiat. Or, la gare de La Madeleine est la seule qui puisse être

actuellement utilisée.

A Lille, l'émiettement des stocks se

fait dans seize locaux de distribution. Nous

visitions un dans le quartier de Wazemmes,

qui est l'un des plus peuplés. Il se fait ici une distribution par quinzaine. On

a organisé divers régimes : un régime nor-

mal, un régime pour les enfants, selon leur

âge ; un régime pour les vieillards, et un

pour les malades.

On nous parle du dévouement des 2.000

employés, assurant de rapides distribu-

tions. Elles sont maintenant payées, mais

pendant ces années d'épreuves elles ont

travaillé pour rien, sans même avoir le

privilege d'être servies avant les autres.

Ce sont des ouvrières de fabrique, des con-

fectionneuses, des mécaniciennes. Il y eut

même une artiste dramatique parmi elles.

Le lendemain, nous étions aux abattoirs.

On reçoit là la viande frigorifiée que nous

avons vue à Dunkerque. On nous a signalé

en gare quatre wagons, soit 40.000 kilo-

grammes, qui devaient être distribués à

Lille et dans les environs dans un rayon

de 15 à 25 kilomètres. Dans Lille, la répar-

partition commença à se faire par voitures

attelées. Le Nord manquait encore de che-

vaux, mais on en attend 2.000 et 2.000 mu-

lets qui seront donnés aux petites com-

munes, et serviront aux travaux agricoles

et aux petits transports.

Les Allemands avaient installé un frigo-

génifique dans ces abattoirs. La viande a

fait, pendant trois ans, défaut à la popula-

tion, et le comité n'a pu en fournir deux

kilogrammes au total par habitant. Mainte-

nant, elle est offerte chaque jour par

l'intermédiaire des bouchers, qui ne man-

quent pas d'initiative. Ceux-ci se tiennent,

en effet, au courant des arrivages de

viande frigorifiée à la gare de La Made-

leine, et, quand il y a quelque retard, ils

attendent ce qui est nécessaire. La semaine

dernière, il a été reçu comme viande fraîche,

de la Villette : 600 moutons, 440 porcs et 36

bœufs. Le comité fait aussi abattre des

chevaux, mais il n'imite pas — et pour

cause — les Anglais, qui livrent à la con-

sommation des bêtes de quatre ans en-

core utilisables.

A Maubeuge

Nous sommes allés en automobile jusqu'à

Maubeuge pour nous rendre compte de

combien est difficile le camionnage.

En dépit des obstacles accumulés, on

parvient à Maubeuge, où tous les ponts sur

la Sambre ont été détruits, trois heures

avant l'arrivée des Anglais.

Nous avons visité l'usine Vautier, où se

fait le déchargement des camions venant

de Denain, du Quesnoy et de Mons, et ap-

portant des marchandises provenant de

Dunkerque et de Bruxelles, et nous avons

séjourné de longs instants dans les maga-

sins communaux d'alimentation, allant de

l'un à l'autre. Un magasin dessert Mau-

beuge ; un autre, à Sous-le-Bois, dessert

la population de ce faubourg. Un troisième

est à Douzies, et un quatrième dans le

faubourg de Mons. Treize mille cinq cent

six habitants sont inscrits sur les listes de

ravitaillement.

S'il est juste de constater, pour conclure,

que le ravitaillement des populations est

forcément limité aux denrées indispen-

sables, et que le prix des vivres de supplé-

ment est encore élevé, il faut, d'autre part,

reconnaître que les difficultés sont énormes, et que la situation ne pourra s'améliorer qu'au fur et à mesure du rétablissement des voies ferrées et des canaux.

Les stocks de marchandises existent, mais leur répartition, c'est-à-dire le ravitaillement même, est affaire de transports.

Roger VALBELLE.

L'ÉTAT DES PONTS, DES VOIES FERRÉES ET DES ROUTES DU NORD DE LA FRANCE (PHOTOGRAPHIES PRISES PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D' "EXCELSIOR")



De gauche à droite, en haut : 1^o camions détériorés par les parcours sur des routes défoncées, attendant la réparation, à Lille ; 2^o un pont du chemin de fer tombé dans la rue, à Fives-Lille ; 3^o un pont du chemin de fer

sur l'Escaut, à La Bleuse-Borne. De gauche à droite, en bas : 1^o la gare de Valenciennes ; 2^o la reconstruction d'un pont à la sortie de Valenciennes ; 3^o l'état des voies et les vestiges d'un pont sur la Sambre, à Maubeuge.

GUERISON IMMÉDIATE
DES
ENGELURES
PAR
BOUGIE D'AMBRINE

TOUTES PHARMACIES. Prix 1^{fr} 50

ECOLE Boulevard Poissonnière, 19
Rue de Rivoli, 52
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

Splendeur des bois ! Ivresses de la mer !
Nature sereine et silencieuse ! De quel calme
souverain enveloppez-vous, cet été-là, deux
femmes ravissantes qui s'abandonnaient avec
bonheur à vos sortilèges ?

Les deux maris, associés dans une même
affaire, étant partis pour l'Amérique, Geneviève
et Pauline Rimeur se sont réfugiées
dans la propriété que possédait Geneviève au
pied de la montagne des Maures. Etendues
sur leur terrasse, drapées dans d'amples gan-
douras, les jeunes femmes contemplant... de là
d'un bouquet de nobles eucalyptus et dans le
parfum enfiévré des mimosa, les couleurs
changeantes et tendes de la mer. Là-bas, issant
des eaux violettes, les îles Stochades s'éclairaient
aux derniers rayons du soleil.

Geneviève dit :
— Entends-tu les cigales ? Elles sont
folles, ce soir !
Pauline dit à son tour :
— Quel temps merveilleux ! Quelle dou-
ceur !

— Crois-tu ? Si nous les avions écoutées,
toutes ces petites sottises qui soutenaient que
nous allions griller dans le Midi en plein mois
d'août !

Elles voulaient nous entraîner dans leur
Dinar ou dans Cabourg !
En ce moment même, elles doivent
changer de robe pour le dîner !

— Et ce soir, ce sera le théâtre du casino,
ou le bal, le tango et les flirts.
— Tu ne t'ennuies pas, au moins, toi, dans
notre solitude ? Tu ne regrettes rien ?

— Ah ! si tu savais combien je me plais
ici, combien je m'y repose !
Elles sont là, Geneviève et Pauline, depuis
un mois bientôt, dans un complet isolement.

Deux femmes de chambre et une cuisinière
les servent, et elles ne voient pas d'autres vi-
sages.

Le paysage est divin, mais il est désert. A
flanc de coteau, trois ou quatre villas blanches
brillent parmi les pins sombres : elles sont in-
habitées en cette saison. Au bord de la mer, un
hôtel modeste ; il est fermé. Autour de la
petite gare, l'épicerie, la boulangerie semblent
abandonnées. La route ne s'anime un peu qu'à
l'heure où, deux fois par jour, passe le train
qui vient de Saint-Raphaël ou celui qui vient
de Toulon. Alors quelques gens des fermes
d'alentour descendent apporter leurs lettres et
chercher leur correspondance, car il n'y a pas
de poste au Canada.

Ici, rien à faire qu'à flâner, qu'à rêver,
qu'à oublier la vaine agitation du monde. Et,
pourtant, les journées se succèdent avec ra-
pidité.

Geneviève Moire et Pauline Rimeur se
levaient tard, prolongent leurs repas raffinés ;
elles lisent, font un peu de musique, causent
ou se promènent. Ah ! surtout, surtout, elles
ne s'« habillent » plus.

Et, d'abord, elles gardent leurs pieds nus
dans leurs fines espadrilles de toile. Plus de
bas !

Ensuite l'ample gandoura ou la souple robe-
chenise de linon a remplacé le costume qui
s'ajuste au corps et en gêne la liberté.

Plus de frisées, plus d'ondulations. La
maison souple des cheveux se relève sur le haut
de la tête : un peigne la retient.

Ni rouge pour les lèvres, ni crayon pour les
yeux. Dieu me pardonne !... pas même de
poudre de riz !

Vraiment, dit Pauline, nous devons
être à faire peur !
— Qui en jugerait ? Dans leurs promenades,
les deux amies ne rencontrent-elles que vive ;
à dire vrai, elles ne vont pas bien loin. Mais,
dans ce pays de féerie, il est rare que des
clôtures séparent les propriétés, et il leur est
arrivé de sortir du jardin de Geneviève sans
même s'en être aperçues. Les bois de sapins
et de chênes se succèdent ; les rochers prolon-
gent les rochers, et l'on n'est plus déjà chez
soi lorsque l'on court y être encore.

— Nous devenons d'authentiques sau-
vagesses, dit Geneviève.

— T'en plains-tu ? Je n'imagine plus d'au-
tre existence ! Jamais je ne pourrais reprendre
ma vie d'autrefois, ses contraintes, ses men-
sanges et ses niaiseries.

Geneviève reprend :
— Il m'a fallu cette cure de solitude pour
comprendre combien mon mari avait raison
lorsqu'il me mettait en garde contre la vie
factice et fébrile de Paris. Il va me retrouver
tout à fait de son goût !

— Et le mien, donc, qui se moquait de
mes robes nouvelles et vitupérait mes hauts
talons !

Ainsi passent pour Geneviève Moire et Pauline
Rimeur les heures douces et libérées de
leurs vacances.

Or, ce jour-là, l'une des femmes de cham-
bre qui est allée à la gare chercher des com-
missions est revenue porteur d'une grande nou-
velle. C'est l'épicerie qui l'annonça. L'hôtel « L'Y-
Canada » était fermé, quelqu'un de Hyères
l'avait prévenue qu'un étranger viendrait bientôt
lui demander une chambre pour quelques
jours. C'était un monsieur très riche, qui exploi-
rait la côte en vue d'y acheter un domaine. Il
avait fini par apprendre la singulière beauté du
Canada et il désirait le connaître. C'était,
paraît-il, un homme assez jeune, devenu riche
pendant la guerre. On disait encore que, très
probablement, s'il se décidait, ce serait pour les
vastes et pittoresques terrains jouxtant la pro-
priété de Mme Moire.

— Hé, mon Dieu ! s'écria Geneviève,
nous allons donc avoir un voisin ! Comment y
aurais-je songé dans cette paisible divine et qui
semblait s'offrir toujours durer ! Voilà mon
existence épanouie !

En fait, rien n'aurait que l'étranger dût,
en définitive, aimer ce pays, les goûts des uns
n'étant pas nécessairement les goûts des au-
tres ; mais à qui était certain, c'est qu'il allait
venir, aller de droite et de gauche et troubler
la solitude où se complaisaient les deux jeunes
femmes.

Elles ne seraient pas libres d'éviter son
odieux pré-é, puisque, sans même le savoir
lui-même, il pouvait pénétrer chez Geneviève,
dont le jardin n'avait aucune clôture, et tomber
sur le dos des deux dames au moment où elles
l'attendaient le moins !

La soirée fut maussade. Le lendemain, on
envoya une des bonnes chez l'épicerie : sa-
voir si l'on n'a pas des nouvelles de l'inconnu.

On n'en avait pas. On savait seulement son
nom : c'était M. Georges... anill... l'Y-
Canada arrivait en automobile ; l'homme qui l'avait
vu à Hyères déclarait que c'était un original,
qu'il dépensait beaucoup d'argent et ne faisait
que ce qui lui plaisait. Et, depuis ce moment,
Geneviève et Pauline, sans oser s'aventurer hors
de leur jardin, passaient leur temps à attendre
la soudaine irruption du futur propriétaire.

Il allait venir de la façon la plus inopiné-
ment.

EXCELSIOR

5 HEURES DU MATIN

DERNIERE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LA GREVE PARISIENNE

LE GOUVERNEMENT REQUISITIONNE LES TRANSPORTS EN COMMUN

La réquisition porte sur tout le personnel et sur tout le matériel d'exploitation.

Le gouvernement, après avoir constaté que l'exploitation des transports en commun dans la région parisienne avait été en partie interrompue dans la journée du 24 janvier, et ne pouvant, dans l'intérêt public, admettre un arrêt même partiel des moyens de transport, a décidé la réquisition des réseaux du Métropolitain, du Nord-Sud et des Compagnies de tramways et d'omnibus de Paris et du département de la Seine.

Une réunion, à laquelle assistaient : le ministre, le sous-secrétaire d'Etat, le général Gassonin, le préfet de la Seine et les chefs de service intéressés, a été tenue dans la soirée au ministère des Travaux publics.

Notification de la réquisition a été faite au cours de cette réunion aux directeurs des Compagnies en cause.

Après le départ des représentants des Compagnies, les représentants des syndicats des employés et ouvriers ont été in-
roduits. M. Clavelle leur a également fait part de la décision prise.

Aux uns et aux autres, le ministre a in-
diqué que la réquisition n'avait d'autre but que d'assurer le maintien d'un service in-
dispensable ; il les a engagés à se mettre
immédiatement en relation les uns avec les
autres, de manière à solutionner le plus
rapidement possible le conflit qui les di-
visait et à permettre ainsi le plus prompt re-
tour au régime normal.

Le décret de réquisition

Voici le texte d'un arrêté pris pour cha-
cune des Compagnies en grève par le pré-
sident du Conseil, ministre de la Guerre,
et le ministre des Travaux publics et des
Transports :

Considérant que l'exploitation du ser-
vice de ce réseau se trouve interrompue, et
que cette situation est de nature à com-
promettre la Défense nationale ; vu la
n. e. en demeure adressée ce jour à la

Compagnie par application des dispositions
de son cahier des charges visant l'inter-
ruption de son exploitation ;
Considérant que cette mise en demeure
est restée sans effet,

Arrête :
ARTICLE PREMIER. — La Compagnie... est
requis de mettre à la disposition de l'au-
torité militaire la totalité de son exploi-
tation.

ART. 2. — La réquisition prévue à l'ar-
ticle 1er porte :
1° Sur la ligne de la Société concession-
naire telle qu'elle se comporte à ce jour ;
2° Sur tout le matériel fixe ou roulant,
établissements, ateliers, usines et installa-
tions de toute nature servant à l'exploita-
tion de toutes les entreprises de la Société
à cette date ;

3° Sur tous approvisionnements exis-
tant à la même date entre les mains de la
Société ;
4° Sur le personnel, directeurs, ingé-
nieurs et employés du service actif ou des
bureaux, ouvriers et ouvrières et, en gé-
néral, tout le personnel affecté à un titre
quelconque à la susdite exploitation à la
date de ce jour.

Sont exceptés de la réquisition les em-
ployés et ouvriers mobilisés mis en sur-
plus pour travailler à cette exploitation, les-
quels doivent leur travail en vertu de leurs
obligations militaires.

ART. 3. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 4. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 5. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 6. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 7. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 8. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 9. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 10. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 11. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 12. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 13. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 14. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 15. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 16. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 17. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 18. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 19. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 20. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 21. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 22. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 23. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

Compagnie par application des dispositions
de son cahier des charges visant l'inter-
ruption de son exploitation ;
Considérant que cette mise en demeure
est restée sans effet,

Arrête :
ARTICLE PREMIER. — La Compagnie... est
requis de mettre à la disposition de l'au-
torité militaire la totalité de son exploi-
tation.

ART. 2. — La réquisition prévue à l'ar-
ticle 1er porte :
1° Sur la ligne de la Société concession-
naire telle qu'elle se comporte à ce jour ;
2° Sur tout le matériel fixe ou roulant,
établissements, ateliers, usines et installa-
tions de toute nature servant à l'exploita-
tion de toutes les entreprises de la Société
à cette date ;

3° Sur tous approvisionnements exis-
tant à la même date entre les mains de la
Société ;
4° Sur le personnel, directeurs, ingé-
nieurs et employés du service actif ou des
bureaux, ouvriers et ouvrières et, en gé-
néral, tout le personnel affecté à un titre
quelconque à la susdite exploitation à la
date de ce jour.

Sont exceptés de la réquisition les em-
ployés et ouvriers mobilisés mis en sur-
plus pour travailler à cette exploitation, les-
quels doivent leur travail en vertu de leurs
obligations militaires.

ART. 3. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 4. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 5. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 6. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 7. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 8. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 9. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 10. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 11. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 12. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 13. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 14. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 15. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 16. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 17. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 18. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 19. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 20. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 21. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 22. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 23. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 24. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 25. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 26. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 27. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 28. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 29. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 30. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 31. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 32. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 33. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

Compagnie par application des dispositions
de son cahier des charges visant l'inter-
ruption de son exploitation ;
Considérant que cette mise en demeure
est restée sans effet,

Arrête :
ARTICLE PREMIER. — La Compagnie... est
requis de mettre à la disposition de l'au-
torité militaire la totalité de son exploi-
tation.

ART. 2. — La réquisition prévue à l'ar-
ticle 1er porte :
1° Sur la ligne de la Société concession-
naire telle qu'elle se comporte à ce jour ;
2° Sur tout le matériel fixe ou roulant,
établissements, ateliers, usines et installa-
tions de toute nature servant à l'exploita-
tion de toutes les entreprises de la Société
à cette date ;

3° Sur tous approvisionnements exis-
tant à la même date entre les mains de la
Société ;
4° Sur le personnel, directeurs, ingé-
nieurs et employés du service actif ou des
bureaux, ouvriers et ouvrières et, en gé-
néral, tout le personnel affecté à un titre
quelconque à la susdite exploitation à la
date de ce jour.

Sont exceptés de la réquisition les em-
ployés et ouvriers mobilisés mis en sur-
plus pour travailler à cette exploitation, les-
quels doivent leur travail en vertu de leurs
obligations militaires.

ART. 3. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 4. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 5. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 6. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 7. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 8. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 9. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 10. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 11. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 12. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 13. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 14. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 15. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 16. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 17. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 18. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 19. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 20. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 21. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 22. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 23. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 24. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 25. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 26. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 27. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 28. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 29. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 30. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

ART. 31. — Le personnel requis à l'ar-
ticle 2 est tenu de donner son concours à
l'autorité militaire dans l'exploitation
qu'il doit assurer sous les peines édictées
par les lois et règlements militaires.

ART. 32. — Il sera procédé sans délai à
l'accomplissement des formalités prévues
à l'article 132 du décret du 2 août 1877
modifié par le décret du 2 août 1914.

ART. 33. — L'exploitation des services ci-
dessus sera assurée par l'autorité mili-
taire.

UNE AVENTURE NOUVELLE DE SHERLOCK HOLMES

LA VALLÉE DE LA PEUR

Roman inédit

par

